

JANVIER 2026

M17 grève générale en faveur de notre propre SMI: + souveraineté + cohésion sociale

ELA avec les syndicats LAB, ESK, Steilas, Hiru et Etxalde a annoncé une grève générale à Hego Euskal Herria pour le 17 mars prochain afin d'obtenir un salaire minimum interprofessionnel (SMI) propre, à être fixé par la Communauté Autonome du Pays Basque (CAPV) et celle de Navarre. Les syndicats dénoncent « l'agression antidémocratique » reçue par les institutions politiques du Pays Basque -Sud, qui n'ont même pas admis la procédure du débat parlementaire sur un SMI propre.

Alors que le Parlement de Navarre s'est appuyé sur des rapports juridiques pour refuser le débat, au Parlement Basque, ce sont les votes de PNV, PSE, PP et Vox qui l'ont empêché, méprisant ainsi plus de 138.000 signatures en faveur de l'Initiative Législative Populaire (ILP¹). Il faut également rappeler que les syndicats ont intenté une action contre le patronat basque à la Cour Supérieure de Justice du Pays Basque (TSJPV), parce qu'il refuse de négocier un SMI pour la CAPV. De même, l'ILP défendue par le Mouvement des Retraité(e)s pour garantir une pension minimale équivalente au SMI a reçu le refus des institutions et n'a même pas été débattue.

1. L'ILP est un mécanisme de démocratie directe qui permet à la citoyenneté de proposer la création ou la modification de lois directement au pouvoir législatif.



C'est ainsi qu'ELA avec les autres syndicats sont convenus d'apporter une réponse ferme au Gouvernement Basque et au Gouvernement de Navarre, ainsi qu'aux patronats, en organisant une grève générale le 17 mars. « Il est très grave que les représentants politiques refusent à la société la seule voie pour proposer des changements juridiques ; ils limitent considérablement la démocratie. » En outre, les syndicats organisateurs soulignent qu'on a également « méprisé un exercice d'autonomie et de souveraineté qui cherche à défendre les droits de la classe ouvrière ; tant le Gouvernement Basque et le Gouvernement de Navarre que les patronats veulent imposer la législation du travail espagnole pour précariser davantage la classe ouvrière basque ».

En ce sens, les syndicats organisateurs proposent d'emblée un SMI de 1.500 euros (le SMI espagnol est de 1.184€), qui devrait être fixé par le Parlement Basque et le Parlement de Navarre suite à la modification opportune de l'article 27 du Statut des Travailleurs au Congrès des Députés espagnol pour habiliter les communautés autonomes à créer des SMI spécifiques. C'est pourquoi les partis politiques basques sont invités à transmettre cette revendication à Madrid et à négocier son approbation. De même, l'exigence pour les employeurs de signer des accords interprofessionnels fixant les SMI respectifs à 1.500 euros par mois est maintenue.

Si cette revendication se concrétisait, axe central de la grève générale du 17 mars prochain, ce SMI deviendrait la base d'un système de protection sociale qui est aujourd'hui très insuffisant. Le SMI minimum d'au moins 1.500 euros aura une incidence directe sur les groupes les plus précaires (jeunes, migrants, femmes ou personnes ayant une diversité fonctionnelle), tout en faisant preuve de solidarité de la part de larges secteurs sociaux. Ces 1.500 euros devraient également être convertis en pension minimum, ce qui répondrait à l'une des revendications principales du Mouvement des Retraité(e)s d'Euskal Herria. Comme on le sait, l'augmentation du SMI aurait son effet sur la négociation collective, contribuant à la hausse du reste des salaires, de sorte que cette grève générale est un rendez-vous incontournable pour l'ensemble de la classe ouvrière.

La revendication centrale de cette grève comporte un exercice de souverainisme social: une meilleure répartition des richesses et une plus grande cohésion sociale à travers de nouvelles compétences pour Hego Euskal Herria.

17M HUELGA GENERAL

M17 GREBA OROKORRA



**GUTXIENEKO
SOLDATA
HEMEN ERABAKI!**

SMI 1.500€

Mejorar salarios para repartir la riqueza

Congrès des trois fédérations professionnelles d'ELA



Les trois fédérations d'ELA ont réuni à 724 représentants pour leurs congrès respectifs: le 13 (Gizalan, les services publics), le 20 (Zerbitzuak, les services privés) et le 27 novembre (Industrie et bâtiment). Ces trois rendez-vous font suite au Congrès Confédéral qu'ELA a tenu les 2 et 3 juin 2025 à Bilbao.

Les Congrès ont approuvé les lignes de travail de chaque fédération et ont élu leurs secrétaires généraux/générales respectifs et leurs commissions permanentes. Les responsables des trois fédérations se sont accordés à souligner comme priorités pour les années à venir le partage de la richesse comme axe de la négociation collective et la lutte contre la précarité et l'écart de genre.

Au Congrès d'**ELA-Gizalan** (services publics), une fédération avec 34.416 membres a été réélue (avec 90,78% de voix pour) Igor Eizagirre au poste de secrétaire général. Igor Eizagirre, dans son intervention a souligné le travail de la fédération ces dernières années. « Le précédent congrès nous a confié un mandat : une stratégie de démantèlement des services publics est en cours et doit être combattue. Et nous avons rempli ce mandat, nous n'avons pas regardé ailleurs, et les grèves et les mobilisations que nous avons encouragées dans presque tous les domaines du secteur public le démontrent. Nous voulons poursuivre le chemin entrepris. Nous continuerons à confronter cette stratégie de démantèlement des services publics. On continuera à travers la lutte. Nous avons essayé de résumer la feuille de route pour les années à venir en 5 résolutions": 1. Défense des services publics pour contenir le fascisme; 2. Organisation et mobilisation pour améliorer nos conditions; 3. Normalisation de la langue basque et défense des droits linguistiques; 4. Santé et conditions de travail décentes; et 5. Publication réelle des soins.

Au Congrès d'**ELA-Zerbitzuak** (services privés), 181 délégué(e)s représentant les 30.992 personnes affiliées ont nommé Ane Alberdi au poste de nouvelle secrétaire générale avec 90,61 % des voix en faveur, qui remplace Maricruz Elkoro. Ane Alberdi dans sa première intervention comme nouvelle secrétaire générale, a rappelé que les temps actuels «ne sont pas faciles: le fascisme est en plein essor, gagne de l'espace physique, politique et médiatique, et son discours se répand. L'organisation antifasciste est plus nécessaire que jamais. Et là, ELA a beaucoup à dire." « La fédération de Zerbitzuak a fait un pari clair pour approfondir l'organisation en faveur de l'égalité. Organiser pour l'égalité n'est pas un simple slogan. C'est une décision, c'est la boussole du travail des années à venir. Notre plus grande force, ce sont les travailleurs et travailleuses, et le rôle de ce syndicat est de mettre leurs besoins au centre. Nous voulons approfondir la lutte en faveur de l'antiracisme, du féminisme, des droits des personnes LGBTI, des personnes à la diversité fonctionnelle... Nous devons lutter, organiser, politiser la classe ouvrière au sens large en faveur de l'égalité. »



Au Congrès d'**ELA-Industria eta Eraikuntza-IEF** (industrie et bâtiment), fédération qui compte 38 996 membres, Unai Martínez a été réélu secrétaire général (avec 92,02% des voix pour). Martínez a souligné dans son intervention l'importance de l'organisation: « Nous, syndicalistes, avons le devoir de générer du pouvoir collectif. Nous sommes des organisateurs et organisatrices et nous devons donner à la classe ouvrière la maîtrise de son avenir. Il faut générer de la force, sinon nous gérerons les consultations, nous éclaircirons les doutes juridiques, nous gagnerons quelques sentences et nous signerons peut-être une convention décente. Mais le capitalisme nous conduira, jour après jour, à devenir de plus en plus pauvres et dépendants. » Le secrétaire général réélu de l'IEF a laissé claire l'attitude cherchée pour les quatre prochaines années: « Nous ne reculerons pas dans la négociation collective, ni dans la défense de l'emploi. Nous avons un message pour les employeurs et les gouvernements: Nous combattrons pour le partage des richesses; nous défendrons les emplois de notre peuple: Guerre aux néolibéraux!».

